

Cher(e)s collègues,

Le Conseil d'Administration d'EDF du 4 novembre s'est déroulé le jour même où les personnels d'EDF ont été dans l'action pour dénoncer la volonté européenne et gouvernementale de casser notre entreprise.

Plus de 9000 MW de baisse de production, une grève très suivie à plus de 60 % par les hydrauliciens, mais aussi dans le thermique classique et à FESSENHEIM ainsi que dans plusieurs centrales du parc nucléaire.

En tant qu'Administrateur parrainé par FO, j'ai décidé de manifester mon soutien à ce mouvement au sein du Conseil d'Administration, d'abord en interpellant la commissaire du Gouvernement, c'est-à-dire la représentante de l'État, dans une déclaration dont vous trouverez le contenu ci-après, puis en quittant la séance.

J'ai en effet considéré que la situation d'EDF devenait préoccupante, du fait des interventions gouvernementales, sans cesse toujours plus exigeantes et de plus en plus contradictoires.

■ On veut à la fois les dividendes et plus de charges de Service Public.

■ On veut fermer FESSENHEIM, mais on nous oblige à reprendre Areva avec des risques considérables tant sur la reprise d'Areva NP que sur le projet HPC.

■ On nous demande de développer les ENR, mais on veut nous faire perdre les concessions hydrauliques.

■ On promeut la concurrence, mais on oblige EDF à concourir sans avoir les mêmes armes que ses concurrents.

*Si nous ne résistons pas,
nous sommes condamnés,
à mourir à petit feu.*

Cette appréciation sur la situation de l'entreprise est, je le sais, partagée par une majorité de salariés y compris parmi les cadres dirigeants. Elle est aussi profondément démotivante.

Il suffit pour s'en convaincre de lire les extraits publics de la lettre de mise en demeure de la Commission européenne. Son contenu est grave non seulement pour l'hydraulique, mais aussi pour tous les segments d'activités de l'entreprise.

En effet, cette lettre dit que chaque fois que nous sommes en position dominante, nous encourrons les foudres de Bruxelles. Autrement dit, nous sommes condamnés, si nous ne résistons pas, à mourir à petit feu.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que c'est le développement international qui nous sauvera. Pour exemple, le projet HPC au Royaume uni, interpelle beaucoup d'acteurs dont FO : Il doit être consolidé totalement par EDF du fait du désengagement d'Areva et s'accompagnerait de cessions d'actifs très importantes...

Alors, oui, nous attendons de ce gouvernement qu'il ait, une fois n'est pas coutume, du courage et de la détermination pour défendre l'entreprise et qu'il cesse de considérer EDF comme une « vache à lait ».

**Le 4 novembre, les personnels d'EDF
ont montré qu'ils ne se laisseront pas faire.**

**Ils savent qu'ils peuvent compter
sur leur Administrateur FO.**

Lettre de l'administrateur EDF

Conseil d'Administration d'EDF :
Déclaration de l'Administrateur FO

Madame la Commissaire du gouvernement,

*Les agressions de Bruxelles
sur l'hydraulique...*

Les hydrauliciens ont répondu massivement aujourd'hui à l'appel à la grève des syndicats d'EDF dont FO. La mise en demeure de la Commission européenne impliquant la remise en cause des concessions attribuées depuis 1999 et la neutralisation de la possibilité de prolonger la durée des concessions existantes moyennant des travaux prévue dans les récents textes est un acte d'hostilité franche de cette Commission envers EDF.

Derrière des arguties juridiques, ce qui nous est en réalité reproché, c'est d'être français, public et plébiscité par nos clients.

*...et une logique de concurrence
visant à affaiblir EDF...*

Ce qui est aussi derrière cela, c'est bien la conception même de la finalité de la concurrence. Est-elle censée être au bénéfice des consommateurs ou ne doit-on juger de son efficacité qu'à l'aune des pertes de marché des opérateurs historiques ?

Autrement dit, est-ce que l'objectif est d'avoir des consommateurs heureux qu'ils soient à EDF ou ailleurs, ou bien l'objectif est-il d'avoir des concurrents d'EDF heureux ?

*...Qui exigent une réponse ferme
du Gouvernement français*

La Commission a clairement choisi son camp. C'est donc maintenant au gouvernement de se prononcer et de mener une bataille frontale, aussi idéologique que celle de la Commission, pour résister à cette logique mortifère pour EDF.

La finalité de l'ouverture des marchés, par ailleurs totalement contestable, ne peut pas, ne doit pas, être celle de l'affaiblissement d'EDF !

*La responsabilité
du Gouvernement français
est écrasante*

Mais, Mme la Commissaire du gouvernement, les atteintes à ce qu'est EDF et à son histoire ne viennent pas que de la Commission européenne. Le gouvernement lui-même porte une large part de responsabilités.

Lettre de l'administrateur EDF

Conseil d'Administration d'EDF :
Déclaration de l'Administrateur FO

***Fermer FESSENHEIM
et reprendre Areva NP :
une « logique » « hollandaise » ?***

Le chantage qu'il vient d'exercer quant à la fermeture de FESSENHEIM, centrale jugée bonne pour le service par l'ASN et dans laquelle EDF a beaucoup investi, tout cela pour de médiocres considérations politiciennes, est tout simplement indécent.

Les conditions dans lesquelles en même temps le gouvernement nous impose la reprise d'Areva NP à seule fin de limiter au maximum sa recapitalisation et à propos de laquelle, FO a marqué son opposition, nous inquiètent également.

On peut craindre que le gouvernement cherche au bout du compte à nous imposer le risque sur la centrale finlandaise OL3 en mettant EDF devant le fait accompli.

À cela s'ajoutent les conditions de financement du projet d'HPC avec le départ d'Areva du tour de table, avec pour corollaire la consolidation totale de l'investissement et les cessions d'actifs annoncés. Il s'agit bien là d'un changement profond par rapport à ce qui avait été initialement présenté.

Mais le gouvernement n'est pas à une contradiction près : fermeture de FESSENHEIM tout en portant financièrement la filière nucléaire en reprenant Areva et tout en affirmant la nécessité de développer en parallèle les ENR !

***Un dumping social
dans la commercialisation
qui doit être supprimé***

Quant aux activités commerciales et à la manière dont la fin des tarifs jaune et vert est programmée, nous savons tous qu'il y a un problème de concurrence à nouveau au détriment d'EDF. Vont arriver sur le marché de grosses entreprises, comme Total, qui n'appliquent pas le Statut des IEG contrairement aux opérateurs historiques et cela avec la complicité du gouvernement. C'est à nouveau inacceptable.

***Une inquiétude forte
pour l'avenir du thermique***

Madame la Commissaire du gouvernement, l'inquiétude touche aussi fortement le thermique classique suite aux propos de la ministre sur un prix plancher du CO², mesure à laquelle les Allemands ne s'associeront pas et qui va donc avoir des conséquences sur les seules centrales françaises.

Lettre de l'administrateur EDF

Conseil d'Administration d'EDF :
Déclaration de l'Administrateur FO

Et encore...

On pourrait aussi parler de la régulation asymétrique, du non-respect par l'État de ses engagements en matière de tarifs, de la politique de dividendes, en tout cas de celle menée jusqu'à présent.

Avec le personnel, l'Administrateur FO exige du gouvernement qu'il défende enfin son entreprise publique et exprime son désaccord avec une politique mortifère pour EDF en quittant la séance du 4 novembre, jour de grève contre la casse d'EDF.

Ce qui est sûr, c'est que le personnel d'EDF a besoin de savoir ce que le gouvernement attend réellement de nous

et perçoit l'ensemble de ces mesures comme une volonté d'affaiblissement d'EDF.

Ce qui est aussi sûr, c'est que de plus en plus d'agents sont déterminés à défendre notre entreprise publique de service public et qu'ils mesurent l'état de fragilité dans laquelle le gouvernement plonge l'entreprise.

Et c'est pour manifester mon soutien à ces inquiétudes et pour dire avec eux au gouvernement que ça suffit et qu'il lui faut enfin défendre son entreprise publique que je vais quitter cette séance.